

Renforcement des partenariats de développement

Contribuer à l'élaboration du programme de développement en collaboration avec des agences internationales de coopération pour le développement

● Situation récente

Ces dernières années, le Japon et d'autres pays développés ainsi que les agences internationales de coopération pour le développement (ci-après « donateurs ») ont intensifié leurs efforts pour lutter contre la pauvreté et atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Alors que certains objectifs semblent difficiles à atteindre, de nombreux pays ont effectué des progrès remarquables pour réduire la pauvreté et rehausser leur indice de développement humain, notamment par un déclin de la proportion de pauvres dans la population.

Ces dernières années, cependant, les problèmes de développement sont devenus plus diversifiés et s'inscrivent dans une perspective mondiale. Ils intègrent une croissance équitable et inclusive, l'aide aux États fragiles et affectés par un conflit, le changement climatique, la sécurité alimentaire, la création d'emplois et l'accès aux services sociaux – les causes fondamentales du Printemps arabe – et la réduction du risque de catastrophe. Depuis la faillite de la banque Lehman, le montant de l'APD fournie par les 28 membres du CAD de l'OCDE a peu progressé. Bien que le montant de l'APD des pays du CAD en 2014, 135,2 milliards USD, se maintient au niveau record de 2013, il est encore loin de répondre aux besoins de développement du monde. Depuis quelques années, les entreprises du secteur privé, les fondations, les ONG et les pays émergents prennent une place croissante dans la coopération au développement international. Les flux financiers de ces acteurs vers les pays en développement dépassent ceux de l'APD des donateurs traditionnels et ils jouent aujourd'hui un rôle central dans le domaine du développement à l'échelle mondiale.

En réponse à cette situation, la modernisation des définitions de l'APD et du financement du développement a été discutée par le CAD pour la première fois en quarante ans afin de mobiliser plus de financements de qualité pour le développement. Au sein de la communauté internationale, des discussions actives ont été menées sur les objectifs de développement durable (ODD), les objectifs de développement qui prendront la suite des OMD après 2015, ainsi que sur les moyens de mobiliser les ressources pour atteindre ces objectifs [→ voir l'étude de cas page 125]. Concernant les discussions sur l'efficacité de l'aide commencées au début des années 2000, suite au quatrième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide qui s'est tenu à Busan, en Corée du Sud, en 2011, une coopération accrue impliquant la société civile, le secteur privé et la coopération Sud-Sud est attendue pour renforcer les effets de la coopération. Il est essentiel pour une agence de développement de suivre en permanence les tendances et les évolutions du développement au niveau mondial, et de renforcer sa capacité à faire entendre sa voix et contribuer aux discussions internationales. De plus, des efforts supplémentaires doivent être entrepris pour promouvoir les projets en collaboration avec d'autres bailleurs de fonds. Toutes ces activités sont vitales pour la mise en œuvre efficace et rationnelle de la coopération au développement.

● Coordination des donateurs pour la coopération au développement

La JICA a établi des partenariats solides avec, par exemple, les pays européens, les États-Unis et des organisations internationales pour le co-financement ou la collaboration en matière de coopération technique, entre autres domaines. Pour concrétiser une coopération plus efficace et efficiente, la collaboration entre les donateurs permet d'apporter différents

types d'expertise et de technologie. Et pour soutenir des projets de développement à grande échelle, la collaboration peut être une solution lorsqu'une organisation ne peut répondre seule aux demandes. La diffusion de l'expérience et des connaissances de la JICA par la participation à des discussions internationales sur la coopération au développement améliorera non seulement la qualité des initiatives internationales, mais renforcera également la compréhension et l'adoption des expériences, approches et principes de l'APD du Japon.

La JICA participe activement aux réunions annuelles de la Banque mondiale, la Banque asiatique de développement (BASD), la Banque interaméricaine de développement (BID), la Banque Africaine de développement (BAfD) la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) et, ces dernières années, la Banque islamique de développement (BIsD), et elle rencontre les responsables d'organismes donateurs. Ces dialogues permettent de partager une approche stratégique des problèmes mondiaux de développement ainsi que des stratégies d'aide pour des régions ou pays spécifiques.

La JICA a participé à la réunion annuelle de la BASD en mai ainsi qu'à la réunion de printemps, en avril, et à la réunion annuelle, en octobre 2014, du Fonds monétaire international (FMI) et du Groupe Banque mondiale. Des dirigeants de la JICA ont prononcé des discours et participé aux débats lors de nombreux événements parallèles sur des problèmes de développement récents, où ils ont pu expliquer les positions, les activités et les politiques de la JICA. Parallèlement, le président de la JICA, Akihiko Tanaka, a renforcé les relations avec des think tanks aux États-Unis et en Europe, ainsi qu'avec les Nations unies, et il a à diverses occasions prononcé des conférences sur le thème des ODD, de la croissance de qualité – qui comprend l'inclusion, la résilience et la durabilité –, et de la sécurité humaine. Toutes ces activités ont pour but d'encourager une meilleure compréhension des principes de développement adoptés par la JICA. Avec plusieurs institutions membres de l'International Development Finance Club (IDFC)¹ auquel appartient la JICA, la JICA a présenté les efforts respectifs de l'IDFC et de la JICA au Sommet sur le climat des Nations unies, en marge de l'Assemblée générale des Nations unies en septembre.

Lors de l'exercice 2014, au niveau de la coopération Sud-Sud et triangulaire, la JICA a partagé ses connaissances, expériences et bonnes pratiques avec la communauté internationale au cours de plusieurs conférences internationales telles que la première réunion de haut niveau du Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement, un événement de haut niveau organisé par le président de l'Assemblée générale des Nations unies, et l'Expo mondiale sur le développement Sud-Sud des Nations unies.

La JICA participe régulièrement à des dialogues stratégiques avec certains partenaires de développement. Lors de l'exercice 2014, le premier dialogue de haut niveau dirigé par les présidents de la Banque mondiale et de la JICA a eu lieu pour discuter de la santé, de la réduction du risque de catastrophe et du changement climatique à un niveau stratégique. La JICA a également eu des discussions régulières ou annuelles avec d'autres organisations internationales ou régionales telles que la BASD, le Programme

1. Un réseau international composé de 22 institutions nationales (de pays émergents et développés) et sous-régionales de financement du développement (en 2014). Principalement centré autour de la croissance verte, le réseau fournit des opportunités d'apprentissage mutuel et de projets conjoints entre ses membres et il mène des campagnes de sensibilisation auprès de la communauté internationale.

des Nations unies pour le développement (PNUD), le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) et l'Union européenne. Parallèlement, la JICA dialogue avec des agences bilatérales ; avec l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) sur la santé et le genre et avec l'Agence française de développement (AFD) sur la réduction du risque de catastrophe, le changement climatique et le développement urbain durable.

De plus, la JICA s'efforce d'assurer une coopération de meilleure qualité à travers le renforcement de la collaboration avec les donateurs non conventionnels comme la Fondation Bill & Melinda Gates et la Fondation Aga Khan, ainsi qu'avec le Groupe de coordination arabe qui regroupe dix pays donateurs arabes.

● Partenariats avec les pays émergents

Ces dernières années, les pays émergents tels que la Chine, la Corée du Sud, la Thaïlande, l'Indonésie, le Brésil et la Turquie sont devenus des prestataires de coopération pour le développement. La JICA s'est efforcée de partager diverses approches et problèmes de développement avec ces pays émergents en se basant sur l'expérience du Japon en tant qu'unique donateur du CAD durant de nombreuses années.

De fait, la JICA dirige chaque année le Forum asiatique sur le développement afin de faire connaître les expériences de l'Asie en matière de développement et de les partager avec la communauté internationale en tant que « porte-parole de l'Asie ». À travers le Forum, les pays asiatiques, notamment les pays émergents et les organisations internationales, échangent leurs points de vue et expériences sur divers sujets, notamment la croissance verte, la croissance inclusive, l'intégration de la réduction du risque de catastrophe, les ODD et le piège du revenu moyen².

La JICA continue de mener des discussions bilatérales avec des partenaires de développement en Chine et en Corée du Sud, à savoir la Banque d'import-export de Chine, l'Agence coréenne de coopération internationale (KOICA) et le Fonds de coopération et de développement économiques de la Banque d'import-export de Corée (EDFC). Parallèlement, la JICA, avec la Banque d'import-export de Chine, l'EDFC et l'Agence de coopération au développement économique des pays riverains (NEDA) de la Thaïlande mène des discussions quadripartites entre des organisations asiatiques de financement du développement.

2. Situation dans laquelle un pays qui a surmonté la pauvreté et atteint un niveau de revenu intermédiaire perd sa compétitivité à cause, entre autres raisons, de la hausse des salaires.

Étude de cas Symposium sur les villes durables de demain au siège des Nations unies

Contribuer à l'élaboration des objectifs de développement durable (ODD)

Le 6 janvier 2014, la JICA a organisé un symposium au siège des Nations unies autour du thème « Les villes durables que nous voulons pour demain ». Co-organisé par le gouvernement japonais, le gouvernement français, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et sept agences onusiennes*, ce symposium a contribué à l'élaboration des objectifs de développement durable (ODD), les nouveaux objectifs de développement pour l'après-2015.

Mettre en lumière l'importance d'un développement urbain durable

Cette discussion a eu lieu avec plus de 15 intervenants de la JICA, du ministère des Affaires étrangères, de la ville de Kitakyushu, des gouvernements étrangers et des organisations internationales, ainsi qu'avec près de 100 participants. Les détails des discussions ont été résumés lors de la synthèse du président par le Réseau de solutions de développement durable des Nations unies (UNSDSN), dont le représentant a joué le rôle de modérateur au cours de l'événement. La synthèse a été largement partagée

lors du septième groupe de travail ouvert sur les ODD qui s'est tenu au siège des Nations unies.

Diverses opinions sur les villes durables de demain ont été représentées dans la synthèse présidentielle : « [les villes durables de demain] sont des villes où tous les habitants sont satisfaits et heureux et bénéficient d'un environnement inclusif et d'opportunités égales », « l'importance de la portée (quantité) et de la qualité des services fournis par ces villes est primordial » ou encore « il est nécessaire de fournir des services équilibrés d'un point de vue économique, social et environnemental ».

À l'issue du symposium, « la nécessité d'intégrer un développement urbain durable dans les ODD » a été transmise au monde entier.

Prise en compte de la sécurité humaine et de l'intégration de la réduction du risque de catastrophe dans le document programmatique

Le groupe de travail ouvert sur les ODD a été créé pour établir les ODD. Le document final du groupe de travail, synthétisé en juillet 2014, a été considéré comme l'une des bases importantes des négociations entre les pays membres des ODD.

Finalement, 17 objectifs se sont dégagés du document final. Avec le concept de « développement urbain durable » adopté comme objectif unique, le document final contient tous les détails et éléments de la synthèse présidentielle.

Au-delà du développement urbain durable, la JICA a également travaillé avec le ministère des Affaires étrangères et encouragé les responsables d'organisations internationales à intégrer la « sécurité humaine » en tant que principe clé et « l'intégration de la réduction du risque de catastrophe » et « la couverture santé universelle (CSU) » en tant qu'enjeux majeurs des ODD. Grâce à ces efforts, ces concepts ont été intégrés avec succès dans le rapport de synthèse du secrétaire général de décembre 2014, diffusé en tant que document programmatique pour l'établissement des ODD.

* Sept organisations, notamment le Centre des Nations unies pour le développement régional (UNCDR), le Département des affaires économiques et sociales des Nations unies (UNDESA), le Programme de développement des Nations unies (PNUD), le Programme des Nations unies pour l'environnement (UNEP), le Programme des Nations unies pour les établissements humains (UN-HABITAT), l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI) et le Réseau de solutions de développement durable des Nations unies (UNSDSN).



Discussions animées au siège des Nations unies